



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats d'agriculture durable

Question écrite n° 98840

Texte de la question

M. Maurice Leroy souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur l'insuffisance de l'enveloppe affectée au dispositif du contrat d'agriculture durable (CAD) concernant le Loir-et-Cher. En effet, un grand nombre de dossiers CAD en cours de finalisation risque de ne pas bénéficier de financement et de ce fait d'être annulé. Il s'ensuit un décalage entre les besoins de financement et les crédits disponibles. En conséquence, il demande au Gouvernement de bien vouloir lui préciser quelles mesures financières il entend prendre afin que les projets de CAD en cours puissent être mis en oeuvre et que soit soutenue une véritable politique agronomique, environnementale et économique.

Texte de la réponse

Le contrat d'agriculture durable (CAD) a pour objectif principal d'orienter les exploitations agricoles vers des modes de gestion plus respectueux de l'environnement et du bien-être animal par la contractualisation de mesures agroenvironnementales. Deux autres mesures agroenvironnementales, qui peuvent être contractualisées en dehors des CAD, complètent le dispositif agroenvironnemental français. Il s'agit de la prime herbagère agroenvironnementale (PHAE) à destination des systèmes herbagers extensifs, et de la MAE rotationnelle, à destination des systèmes de grandes cultures en zone intermédiaire. Dans un contexte de maîtrise de la dépense publique, il a été nécessaire en 2006 de déterminer des priorités parmi les actions du ministère de l'agriculture et de la pêche. Dans l'intérêt de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement, une première enveloppe significative a été réservée en faveur de l'agroenvironnement. Le montant de cette enveloppe disponible pour de nouveaux engagements en 2006 est de 104 millions d'euros. À l'intérieur de cette enveloppe deux priorités ont été retenues. En premier lieu, un certain nombre d'éleveurs sont engagés depuis 1998, voire pour beaucoup d'entre eux depuis 1993, dans un engagement agroenvironnemental de gestion extensive de système herbager, d'abord au titre de la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs (PMSEE), puis à compter de 2001 ou 2002 dans le cadre d'un contrat territorial d'exploitation (CTE dit « herbager »). Il a paru indispensable d'ouvrir la possibilité aux agriculteurs dans ce cas, et dont le CTE arrive à échéance, de poursuivre leur engagement dans le cadre de la PHAE. Il a également paru souhaitable de pouvoir ouvrir cette possibilité aux éleveurs ovins qui s'étaient engagés dans un CTE de gestion extensive de prairies et dont le contrat vient à échéance. Il s'agit d'assurer un accès équitable à la PHAE à tous les agriculteurs engagés depuis plusieurs années dans un mode de gestion extensive de leurs prairies. En outre, le soutien à l'herbe apporte également d'indéniables bénéfices en termes de maintien de la biodiversité et de protection de l'eau, notamment dans les zones Natura 2000 dans lesquelles les surfaces engagées à ce titre sont importantes. Chaque région a reçu une enveloppe d'autorisation d'engagement permettant de répondre aux besoins des agriculteurs concernés. En second lieu, une enveloppe de 20 millions d'euros a été affectée prioritairement à l'accompagnement des conversions à l'agriculture biologique afin de poursuivre la politique du ministère en la matière. Conscient que ces deux priorités pouvaient ne pas laisser une place suffisante au développement des contrats Natura 2000, le Gouvernement vient de redéployer, en accord avec le ministère de l'écologie et du développement durable, une enveloppe de 20 millions d'euros afin de financer les contrats

d'agriculture durable dans les zones Natura 2000. Cette deuxième enveloppe sera notifiée très prochainement aux régions.

Données clés

Auteur : [M. Maurice Leroy](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 98840

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 juillet 2006, page 6920

Réponse publiée le : 22 août 2006, page 8787